

EDITO " On continue..."p.1

RESOLUTION de la CE de l'UD FO 91
réunie le 21 décembre 2016p.2

CONFERENCE DE PRESSE DU JEUDI
23FEVRIERp.3

Bourse du travail - La lettre aux élus
de l'Essonne.....p.4

plus de 10 000 signatairesp.5

Mobilisation sur la place de l'Agora
pour pétitionnerp.5

Pétition intersyndicale.....P.6

les Portes ouvertes de la Bourse du
travail de l'Essonne p.7

Bourse du travail : les syndicats de
l'Essonne ne lâchent rien p.7

le 18 mars 2017 - en Vidéo et en
photos.....P.8

Appel unitaire santé action sociale
.....p.10

MOBILISATION DU 7 mars... au-delà
de la Santé - Intervention Denis
BASSET.....p.11 et 12

Il reste des stages sur 2017p.14
RESULTATS D'ELECTIONSp.15
CREATION DE SYNDICATS.....p.15

Union Départementale
Force Ouvrière de l'Essonne

12, place des Terrasses de
l'Agora - 91034 Evry cedex

Tél : 01.60.78.15.57

FAX : 01.60.77.96.94

e-mail : udfo91@gmail.com

Site : www.udfo91.fr

Directeur de publication :

J.N LAHOZ

Bulletin trimestriel

CPPAP N°0617 S 07348

Impression : PMS SARL, 17
avenue de Ségur 75007
Paris

Régie publicitaire : Paul
MEYER

tél : 06 74 65 99 84

On continue...



Nous nous sommes opposés aux gouvernements sous la présidence Hollande qui se sont installés dans le lit fait par les gouvernements précédents...

Ils ont imposé l'austérité, la précarité, le dumping social en organisant le démontage de la République Sociale en piétinant les conquêtes sociales de 36 et 45. Sur la dernière période, les mobilisations n'ont pas faibli et de nombreuses grèves ont encore lieu dans tout le pays et dans de nombreux secteurs.

Le 7 mars fut une belle réussite de mobilisation avec un cortège FO impressionnant. Parce qu'elle était dans la continuité des mobilisations précédentes pour soutenir les revendications claires et précises que l'on brandit face aux politiques et contre-réformes soutenues par le MEDEF et les contre-réformistes. Elle fut aussi une manifestation qui allait au-delà du secteur hospitalier.

Nous pouvons nous féliciter de la participation des militants de l'Essonne du public comme du privé et de l'appel unitaire Santé Action Sociale de l'Essonne (voir page 6).

La prise de parole de notre camarade Denis BASSET résume bien notre état d'esprit (voir page 7).

Alors, on continue...

Nous restons sur des bases claires et continuons à remplir notre rôle d'organisation syndicale, sinon à quoi bon défendre notre Bourse du travail. Et c'est dans le cadre des résolutions successives de la Commission Exécutive de notre Union Départementale de l'Essonne que nous participerons au 1^{er} mai. Sur les bases qui sont les nôtres, des bases syndicales de contre-poids et non de contre-pouvoir.

Alors « qui m'aime me suive », nous ne perdons pas l'objectif d'un front commun pour faire aboutir les revendications claires et dans la continuité de nos actions. Faire face à tout pouvoir qui s'attaquerait à nos intérêts particuliers, en toute liberté et indépendance des Partis Politiques, Religions et patronat.



Ce numéro du syndicaliste FO a été réalisé avec le concours de :

J-N LAHOZ, secrétaire général de l'Union Départementale FO 91

C. LE COMTE, secrétaire adjoint de l'UD FO 91 - D.ROUSSEAU, rédacteur en chef

K. ECHARD, secrétaire administrative - F.BLANC, Photographe FO hebdo

de l'UD FO 91 réunie le 21 décembre 2016



Conférence de presse de l'intersyndicale du 7 janvier 2017

visible de tous
- la conception fonctionnelle des locaux, leur disposition pour une utilisation optimale
- le nombre important de salles communes, de tailles différentes, pour les réunions et pour la formation des militants

Aujourd'hui, il est demandé à nos organisations syndicales de libérer ces mêmes locaux alors que rien

Maison des Syndicats pour la mettre à la disposition d'associations ou d'administrations ou pour la mettre en vente, c'est porter atteinte aux intérêts fondamentaux des salariés, c'est vouloir délibérément entraver l'action des organisations syndicales.

Pour toutes ces raisons l'Union départementale Force Ouvrière de l'Essonne n'accepte pas l'ultimatum qui leur a été adressé de libérer leurs locaux au 30 juin prochain.

L'UD FO 91 en appelle à tous les salariés, à toute la population : la Maison des Syndicats n'est pas à vendre. Tous ensemble, nous nous battons pour la garder.

Il y a 33 ans, était inaugurée à Evry la Maison des Syndicats. Les organisations syndicales départementales pouvaient enfin disposer d'une Bourse du Travail digne de ce nom.

Sa création avait fait l'objet d'intenses négociations avec les pouvoirs publics de l'époque. C'est Michel ROI-GNOT, alors secrétaire de l'UD FO, qui avait été la cheville ouvrière de sa réalisation.

Tout avait été pensé pour accueillir au mieux les salariés et leurs syndicats :

- l'emplacement du bâtiment sur la place des Terrasses de l'Agora, facile d'accès par les transports en commun et bien

ne le justifie.

La Maison des Syndicats appartient à la population de l'Essonne qui l'a financée. Elle n'est pas la propriété des élus départementaux qui souhaitent l'utiliser pour d'autres fonctions.

La Maison des Syndicats est le bien commun de tous les salariés de l'Essonne pour la défense de leurs droits et garanties collectifs et individuels.

Détourner de son utilisation première la

**NON A
L'EXPULSION
DES
SYNDICATS
DE LEUR BOURSE
DU TRAVAIL !**

Adoptée à l'unanimité



Une forte présence de militants lors de la conférence de presse

CONFERENCE DE PRESSE DU JEUDI 23 FEVRIER

Voici en résumé ce que les syndicats ont expliqué aux journalistes présents :

L'intersyndicale de l'Essonne est toujours en attente de réponses rapides et sincères du Président du Conseil Départemental.

Le 9 décembre 2016, M. François Durovray, Président du Conseil Départemental de l'Essonne, notifiât de façon unilatérale aux syndicats, par simple courrier, et sans négociations préalables, la nécessité de quitter au 30 juin 2017 la Bourse du Travail départementale située à Evry, conçue pour eux et mise à leur disposition il y a 33 ans.

L'intersyndicale CGT – CFDT – FO – CFTC – CFE-CGC – FSU - UNSA déplore les méthodes cavalières utilisées par le Président du Conseil Départemental et sa majorité vis-à-vis des organisations syndicales qui défendent pourtant au quotidien les droits et les intérêts de centaines de milliers de salariés, de fonctionnaires, de retraités et qui contribuent à l'activité citoyenne sur le territoire essonnien.

Ainsi, dans un article d'*Essonne Info* du 2 février 2017, Monsieur Jérôme Bérenger, conseiller départemental, déclarait : « *Nous souhaitons travailler à une solution lorsque les syndicats voudront bien se mettre autour de la table* ». Nous ne pouvons que déplorer le caractère totalement fallacieux des allégations de ce Monsieur qui ignore manifestement qu'un courrier a été adressé dès le 12 janvier à M. le Président du Conseil Départemental pour lui demander de nous recevoir (l'ensemble des

éléments vous sera communiqué par dossier lors de cette conférence).

A ce jour, celui-ci ne nous a toujours pas proposé de le rencontrer personnellement. Nous constatons que M. Durovray, en ce qui concerne l'avenir de la Bourse du Travail, ne s'exprime que par des allusions fort nébuleuses dans la presse et ne nous propose de nous rencontrer que par conseiller interposé. C'est une méthode que nous dénonçons d'autant plus vigoureusement que de nombreuses affirmations sont infondées ou non démontrées. Ainsi, des sommes astronomiques sont mises en avant pour justifier l'expulsion des syndicats de la Bourse du Travail (« entre 5 et 6 millions d'euros ») sans qu'aucun devis n'ait été clairement établi : à quels travaux correspondraient ces dépenses ? On ne peut que s'interroger sur le doublement de ce montant par rapport aux estimations de la précédente majorité départementale, correspondant pourtant à une rénovation complète et lourde du bâtiment.

En outre, le Conseil Départemental n'a-t-il pas perçu, en vertu de la garantie décennale, une somme permettant de revenir sur un certain nombre de malfaçons lors de la précédente rénovation (2003) ?

Enfin, en présentant le bâtiment comme « pourri », M. le Président du CD oublie de dire que la grande salle des Congrès, utilisée régulièrement d'ailleurs par le CD 91, a bénéficié d'une rénovation totale en 2012. Les organisations syndicales, tout à fait conscientes que

l'argent des contribuables ne doit jamais être gaspillé, ne demandent de toute façon que des travaux à minima (réparation des malfaçons, mise aux normes). Le CD 91 sait par ailleurs pertinemment que les locaux qu'il propose aux OS sont tout à fait inadaptés à l'activité syndicale. Il n'a pas pris la peine de les consulter sur leurs besoins réels avant de décider unilatéralement de les chasser du lieu qu'ils occupent. Le coût d'éventuels travaux pour les reloger dans les anciens locaux du SDIS 91 a été produit sans l'ombre de la moindre concertation !

Il résulte de cette absence de méthode et de dialogue le sentiment d'un réel manque de transparence : quel peut être le projet du Conseil Départemental de l'Essonne quant à l'avenir de ce bâtiment, alors même qu'il a été déclaré, en séance publique de l'Assemblée départementale, le 30 janvier 2017, que la Bourse du Travail n'était pas mise en vente ?

Le seul objectif serait-il de nuire à l'activité des unions départementales des organisations syndicales ?

Nous attendons donc des réponses claires du Président du CD 91 qui doit nous recevoir personnellement dans les meilleurs délais. Nous appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation pour nous soutenir sur l'ensemble du territoire.





Evry, le 31 janvier 2017

Madame, Monsieur,

Nous, Intersyndicale CGT, Cfdt, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU et UNSA vous interpellons quant à la décision du Président du Conseil Départemental de l'Essonne d'expulser nos organisations de la Bourse du Travail située Place des Terrasses de l'Agora à Evry, à la date butoir du 30 juin 2017.

La proposition de « relogement » du Président du Conseil Départemental de l'Essonne ne peut conduire qu'à un refus de l'ensemble des organisations syndicales, car elle est inacceptable vis-à-vis de l'activité qui, depuis plus de 33 ans, se déroule dans la Bourse du Travail : accueil des syndiqués, réunions, colloques, congrès, journées d'études, formations syndicales, assemblées générales, mais également accueil de non-syndiqués, du public et du privé, venant chercher des informations, des conseils, un soutien, une écoute auprès des bénévoles des organisations syndicales.

Il est impensable, ni même concevable, que ce lieu de proximité avec le salariat disparaisse, balayé d'un revers de main, et que soit remis en cause le combat pour l'émancipation des salariés, pour « la mise en œuvre d'une stratégie immobilière optimisée du Département » (dixit M. Durovray).

Ce bâtiment, conçu à l'origine avec les syndicats, a été rénové en 2003, avec cinq salles de réunion et une salle des congrès, récemment refaite (peinture, insonorisation, matériels techniques...).

Il ne nécessite pas d'investissements lourds impératifs. La proposition de « relogement », non seulement réduit la superficie des bureaux, mais elle ne permet plus de recevoir du public et ne dispose d'aucune salle de réunion.

Nous vous interpellons espérant vous trouver en désaccord avec une telle décision qui consisterait à retirer à l'ensemble de nos organisations toute possibilité de remplir les missions qui leur sont dévolues.

Nous vous remercions de nous tenir informés de tout soutien de votre part.

Ci-dessous nos coordonnées :

Comité de Gestion
Maison des Syndicats
12 place des Terrasses de l'Agora
91034 Evry cedex
comgestms91@gmail.com

Vous pouvez également signer notre pétition sur « change.org » :

[non à l'expulsion des syndicats de la bourse du travail de l'essonne \(evry\)](#)

Comptant sur vous, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



CGT
O. Champetier

CFDT
Lawrence BAUDOUIN

CFE-CGC
Ch. TOUSSAINT
DU WAST

FSU
de Tessier

FO
Christophe Le Conte

CFTC
Léopold LABBE

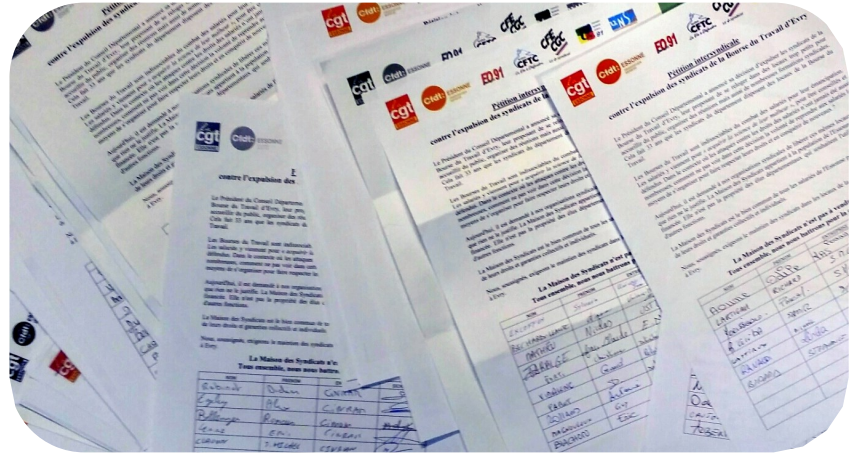
UNSA
A. GARGAT

plus de 10 000 signataires

À ce jour, c'est plus de dix milles signatures qui ont été portées sur la pétition papier et la pétition en ligne.

La pétition papier est toujours disponible à l'Union Départementale et nous savons déjà que des syndicats sont encore en possession d'exemplaires signés.

Celle qui se trouve sur le site **change.org**, au moment où nous écrivons,



c'est précisément 4 011 signataires.

C'est une belle réussite et nous invitons à continuer

de la faire connaître le plus largement possible et la faire signer autour de nous.



Pour le maintien de la Bourse du Travail, je signe **Mobilisation sur la place de l'Agora pour pétitionner**



NON
À LA
FERMETURE
DE VOTRE
BOURSE
DU TRAVAIL
DÉPARTEMENTALE
D'ÉVRY

La pétition papier est toujours disponible à l'UD et au dos de cette page

les Portes ouvertes de la Bourse du travail de l'Essonne

Une réussite ! Au-delà de la présence de militants des organisations syndicales du département, nous avons eu l'honneur d'être entourés par nos camarades des Unions Départementales du 27, 75, 77, 78, 94, de l'Union Régionale d'Ile de France, et au niveau national la FEETS et notre Camarade, qui représentait le bureau confédéral, Pascal PAVAGEAU. Sans oublier tous les soutiens par courrier et par mail.

Nous étions plusieurs centaines à écouter les interventions de la tribune où l'on retrouvait des représentants de toutes les organisations syndicales au niveau régional et national. Un évènement en soit.

Pascal a fait le parallèle entre la désertification des services publics en France comme en Essonne et les attaques contre les bourses du travail, là aussi au niveau national comme en Essonne.

Nous pouvons saluer la rapidité de FO hebdo et de son photographe Frédéric Blanc pour rendre compte de cette journée qui fera date.

Bourse du travail : les syndicats de l'Essonne ne lâchent rien

La mobilisation des organisations syndicales de l'Essonne contre le projet d'expulsion de l'immeuble de la Bourse du travail, décidé par le président (LR) du conseil départemental François Durovray, a connu un nouvel épisode samedi 18 mars avec la tenue d'une journée de mobilisation tous azimuts.

Animations musicales et prises de parole de responsables syndicaux, dont Pascal Pavageau pour FO, ont occupé tout l'après-midi et illustré le refus des syndicats de quitter les lieux le 30 juin pour un local en *open space* dans un quartier moins fréquenté, plus petit de 200 m², dépourvu de salle de réunion et dans lequel il est impossible d'imprimer tracts et affiches.

Interview de Pascal Pavageau

FO HEBDO : Pascal Pavageau pour-quoi représentez-vous le bureau confédéral aujourd'hui ?

Pascal Pavageau : pour soutenir bien entendu la demande des organisations syndicales de l'Essonne de rester dans la Bourse du Travail actuelle.

Rien n'oblige à leur départ et la ville d'Evry les soutient. Mais plus largement pour condamner cette espèce d'épidémie qui semble se répandre pour la généralisation des expulsions de Bourses du Travail ou de locaux de syndicats comme à Châteauroux, Evreux, Nîmes, Evry, ... A chaque fois soit aucune solution de relogement n'est proposée soit le relogement est

inadapté. Mais il y a aussi la face cachée, moins médiatisée, confrontées à l'imposition de loyers et de charges qu'elles ne peuvent assumer, ce qui revient dans bien des cas à les obliger à fermer.

FO HEBDO : Que peuvent faire les confédérations face à cette situation ?

Pascal Pavageau : Premièrement il faut rappeler le rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales), de Philippe Dole qui date de mai 2013, mais n'a jamais été rendu public. Ses recommandations n'ont pas non plus été prises en compte par le gouvernement malgré nos demandes intersyndicales. FO revendique l'introduction d'une disposition législative permettant de conforter juridiquement l'hébergement des organisations syndicales par chaque collectivité concernée ainsi que la gratuité de l'accès et de l'occupation des locaux.

FO HEBDO : N'est-ce pas en contradiction avec l'indépendance des syndicats ?

Pascal Pavageau : Les principales confédérations syndicales sont de loin les organisations comptant le plus grand nombre d'adhérents et d'implantations sur le territoire par comparaisons aux associations et partis politiques. Nos rôles et notre place respective dans la société n'est pas la même, mais elles sont un élément essentiel de la démocratie, et de la



démocratie sociale en particulier. Il faut aussi avoir en tête qu'aujourd'hui certaines administrations renvoient sur les Unions Départementales et les unions locales des syndicats la responsabilité de renseigner, voire d'instruire, des demandes de salariés et usagers. C'est vrai par exemple des DIRECCTE et de l'inspection du travail.

Supprimer des implantations locales d'organisations syndicales participe ainsi du mouvement d'abandon républicain alors que les citoyens subissent déjà la désertification des services publics de proximité. Savez-vous par ailleurs que l'on est en train de passer petit à petit d'un élu de la République pour 100 habitants à 1 élu pour 3000 du fait de la réforme territoriale en cours ?

Bien qu'en zone urbaine, l'Essonne n'est pas épargnée. Depuis 10 ans : 30% d'activité en moins de l'Inspection du travail, une dizaine de communes en moins, 17% d'administrations publiques de l'État en moins, 50% des bureaux de poste fermés et, en juin 2017, si rien n'est fait pour arrêter cette expulsion illégitime et injustifiée, plus d'implantations syndicales interprofessionnelles !

Cet article est en ligne sur : <http://www.force-ouvriere.fr/bourse-du-travail-les-syndicats-de-l-essonne-ne-lachent-rien>

Un album d'une quarantaine de photos est disponible sur :

<https://www.flickr.com/photos/force-ouvriere/albums/72157681629392205>

samedi 18 mars 2017

David Rousset, Yves Veyrier



Visible sur le compte officiel Force Ouvrière

L'interview de Pascal PAVAGEAU –
Secrétaire Confédéral – lors des portes
ouvertes de la bourse du travail organisées
pour les 30 ans de nos locaux.

Visible sur
<https://youtu.be/r59ZTOLvB10>



**NON...
LA CRISE NE DOIT PAS JUSTIFIER
LES INEGALITES !**

**Journée
des droits
de la
femme
8 Mars**



Secteur conventions collectives, égalité professionnelle, 141 Avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14
marie-alice.medeuf@force-ouvriere.fr - 01 40 52 84 17

MARDI 7 MARS : TOUS EN GREVE ET A LA MANIFESTATION NATIONALE A PARIS !

Les organisations syndicales CGT, FO, SUD de la santé et de l'action sociale de l'Essonne réunies le 1er février 2017, dénoncent une dégradation sans précédent des conditions de travail et d'accueil dans les établissements et services publics et privés du département.

Nous savons qu'il n'y a pas de fatalité et que cette situation est le résultat de la politique d'austérité et de régressions sociales mise en oeuvre par les gouvernements successifs.

Après la loi Bachelot, la loi Touraine programme la fusion de 850 hôpitaux en 150 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT), entraînant la suppression de 22 000 emplois et de 16 000 lits.

Ces lois continuent de dégrader les conditions d'accès aux soins des populations et la dégradation des conditions de travail des professionnels.

La chirurgie en ambulatoire (sans hospitalisation de nuit) devient la norme avec tous les risques pour les patients.

Dans l'Essonne, nous dénonçons le projet de création d'un GHT Nord-Essonne qui entrainerait la fermeture de 3 hôpitaux (Longjumeau, Juvisy et Orsay), la fermeture de 400 lits et de 3 services d'urgence ainsi que la suppression de 500 emplois.

Le GHT Sud-Essonne regroupant les hôpitaux d'Arpajon, d'Etampes-Dourdan et du Sud-Francilien en cours de constitution a déjà entraîné des suppressions de postes et de lits.

Notre département a déjà subi

la fermeture de 2 maternités à Dourdan et à Juvisy.

la suppression de tous les lits de réanimation de l'hôpital d'Arpajon et subira en juillet 2017 la fermeture des lits de réanimation d'Orsay.

Depuis le 25 janvier, le personnel des urgences de l'hôpital de Longjumeau est en grève contre la dégradation des conditions de travail et des projets de destruction de l'offre de soins.

Les établissements du secteur social et médico-social sont eux aussi, soumis à une réduction des budgets entraînant des fusions d'associations, parfois même la disparition d'associations, notamment de prévention spécialisée, des regroupements d'établissements, le non remplacement des personnels, le gel des salaires conventionnels et de la fonction publique depuis des années...

Parmi les revendications, nous demandons des moyens financiers et humains suffisants pour permettre aux établissements hospitaliers, sociaux et médico-sociaux d'assurer leur mission.

La dégradation des conditions de travail des personnels a atteint un point de rupture : les personnels sont en grande souffrance car sans cesse menacés de fautes à cause du manque d'effectifs.

La sécurité et l'encadrement des patients-résidents accueillis ne sont plus assurés !

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale, publiée le 24 décembre 2016 ne fera qu'aggraver les conséquences de l'austérité budgétaire imposée au secteur de la Santé et de l'Action Sociale.

Cette situation ne peut plus durer ! Ensemble nous pouvons bloquer cette politique.

C'est pourquoi, nous apportons tout notre soutien à toutes les mobilisations et à tous les mouvements de grève en cours dans les établissements et services contre cette politique.

Les organisations syndicales Santé et

Action sociale CGT, FO et SUD Santé Sociaux de l'Essonne rappellent leur opposition à la Loi santé de Marisol Touraine dite « loi Santé » et notamment à la mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT).

Depuis des mois dans l'unité, nos organisations syndicales combattent aux cotés des personnels en lutte pour soigner dans de bonnes conditions, la base d'une plate forme de revendications communes

- Abrogation de la loi Bachelot

- Abrogation de la loi santé.

- Abrogation de la loi Travail.

- Stop à la casse des établissements de Santé, Sociaux et Médico-sociaux

- Oui à l'augmentation générale des salaires

- Oui à l'amélioration de toutes les conventions collectives

- Non aux déserts médicaux avec maintien de tous les établissements

- Maintien de tous les lits et de tous les postes

- Embauche en fonction des besoins, statutaire dans le public ou en CDI pour le privé

Nous appelons tous les personnels de la Santé et de l'Action Sociale à se mettre en grève le 7 mars 2017 et à participer à la manifestation nationale sur PARIS, à 13h00 place Dénfert Rochereau et au meeting régional le 2 mars à Paris.

Nous invitons les salariés à prendre contact avec les organisations syndicales pour organiser le départ à la manifestation.

Les contacts FO
Santé et Action Sociale

**FO - Groupement
Départemental Services de
Santé Publics et Privées 91**

fo@ch-sudessonne.fr

**FO – Syndicat Départemental
de l'Action Sociale 91**

sdasfo91@gmail.com

07 71 82 71 03

MOBILISATION DU 7 mars... au-delà de la Santé

Santé, Sécurité Sociale, Action Sociale, Pôle Emploi, etc...

Tous là pour défendre notre droit à la Santé

Intervention de Denis BASSET, secrétaire général de la branche «santé» en conclusion de la manifestation nationale à Paris le 7 mars 2017

Cher(e)s Camarades,

Cher(e)s Collègues, Cher(e)s Ami(e)s

nous sommes des milliers et des milliers à avoir répondu à l'appel des Fédérations de la santé et de l'action sociale publique et privée FO, CGT, SUD.

Nous sommes fiers de ce que nous avons fait avec Mireille STIVALA (CGT), avec Jean VIGNES (SUD), car nous avons préparé cette journée de grève depuis le 8 novembre 2016 et bien avant, grâce à la construction de l'action commune sur la base de revendications claires.

Pour dire :

- **Assez de fermetures de lits, de services, d'établissements hospitaliers, sociaux et médico-sociaux;**
- **Assez de suppressions de postes de travail dans les hôpitaux, les services publics, et les établissements privés;**
- **Assez du blocage des salaires dans la Fonction Publique, comme dans le Privé, qui organise la paupérisation, le découragement des agents de nos services !**

Pour décider et c'est très important,



comme nous l'avons fait le 8 novembre 2016 la grève et la manifestation nationale à Paris, devant le ministère de la santé.

Et pourtant que n'avons-nous pas entendu ?

«ce n'est pas le moment», ou encore «à trop revendiquer, vous faites le jeu des aventuriers ...».

Nous serions un facteur de déstabilisation pendant cette période dite électorale? Et bien nous répondons, au contraire, par la mobilisation et les revendications

Décidemment ceux qui nous gouvernent ne comprennent pas, ou feignent de ne pas comprendre, qui nous sommes :

On ne choisit pas de se confronter à la maladie, à la souffrance humaine, à la mort pour faire carrière.

On ne choisit pas par hasard de travailler dans la fonction publique hospitalière comme dans le secteur social et médico-social du public comme du privé, quel que soit son grade et

son métier, médecin, infirmiers, aides-soignants, ASH, personnels administratifs et ouvriers.

Les personnels se refusent et se refuseront de plus en plus à choisir les malades qu'il ne faut pas soigner, qu'il ne faut pas hospitaliser pour tenir les dépenses publiques dans le cadre des fameux 3% des déficits publics au nom du pacte de responsabilité et des 3,5 milliards d'économies imposées à nos secteurs.

- Et par conséquent ce n'est pas un hasard si samedi dernier à Londres par milliers et par milliers les hospitaliers britanniques sont descendus dans la rue pour défendre leur système de santé le NHS ;
- Ce n'est pas un hasard si en Allemagne nos collègues du DGB, de Verdi, dans les hôpitaux se posent la question d'organiser chez eux ce que nous avons commencé à faire ici ;



- Ce n'est pas un hasard si nos camarades de l'UGT, des Commissions ouvrières en Es-

pagne dernièrement à Madrid qui ont organisé la grève des hôpitaux de Madrid, la fameuse «marée blanche», ont les yeux fixés sur notre manifestation et notre grève ;

- Ce n'est pas un hasard que nous avons reçu un message de soutien de nos camarades de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

Alors mes chers amis, mes chers collègues, mes chers camarades, ce n'est pas parce qu'il y a des élections présidentielles en France que nous nous laisserons impressionner. Et impressionner par quoi ?

Par des candidats qui pour les uns au mieux s'acharnent à répéter qu'ils continuent les GHT, les lois Bachelot et Touraine !





Et c'est nous qui serions des aventuriers. Non car nous sommes des salariés qui défendons la santé publique et la protection sociale collective, et nous ferions le jeu de nous ne savons pas qui, pour nous ne savons pas quoi ?

Alors mes chers collègues, mes chers amis et camarades que le gouvernement d'aujourd'hui, que celui de demain entendent bien :

- ***Oui, à ne pas abandonner les GHT,***
- ***A ne pas abroger les lois Bachelot et Touraine,***
- ***A ne pas abandonner les ARS et la régionalisation de la santé.***

Le blocage des salaires des agents de la fonction publique comme du privé.

Et qui, pour les autres promettent qu'ils chercheront à aller plus loin encore dans les coupes budgétaires.

Nous savons bien qu'élections ou pas, nous ne pouvons compter que sur nous, c'est à dire, les personnels médicaux et non médicaux avec leurs organisations syndicales.

Nous ne pouvons compter que sur nos camarades, nos collègues, de la Fonction Publique Territoriale, de la Fonction Publique d'Etat, de la Sécu qui ont les mêmes revendications que nous.

Bref sur la Classe Ouvrière organisée dans ses organisations syndicales qui ont décidé dans le prolongement du combat uni contre la loi El Kohmri avec toutes ses conséquences non seulement pour le secteur privé avec l'inversion de la hiérarchie des normes, mais aussi pour le secteur public, dont cette même loi El Kohmri, avec les GHT, se propose d'accélérer le démantèlement.

Quant à l'accusation suprême «qu'à trop revendiquer, qu'à faire la grève et à manifester aujourd'hui nous ferions le jeu des aventuriers, que nous chercherions à instrumentaliser le mécontentement,...». Alors là, c'est l'hypocrisie la plus complète.

Ce sont eux qui bloquent les salaires, ce sont eux qui précarisent les personnels en multipliant les attaques contre le statut et les conventions collectives et en organisant aujourd'hui dans les services avec les restructurations et les fermetures, la mobilité forcée !

Nous le disons clairement, ce ne sont pas 17 Directeurs Généraux des ARS, 135 Directeurs Généraux des GHT, ce ne sont pas ces 152 mercenaires sous la houlette d'un ministre quel qu'il soit, qui suffiront à arrêter la colère, la détermination, la volonté de rester ce que nous sommes, des soignants attachés à la Sécurité Sociale, à l'Hôpital Public, aux structures sociales et médico-sociales publiques et privées.

Nous sommes en état de légitime défense, l'Hôpital Public, la Sécurité Sociale valent bien une grève.

Nous allons les arrêter ! Nous allons les bloquer ! Vive la Sécurité Sociale ! Vive le socle social Républicain ! Vive la Fonction Publique ! Vive l'Hôpital Public ! Vive les structures sociales et médico-sociales publiques et privées ! Vive les revendications ! Vive l'augmentation des salaires !

Par la grève, par la manifestation nationale nous avons ouvert une perspective.

Camarades, Seuls, hôpital par hôpital, établissement par établissement quel que soit notre secteur, nous le savons bien, c'est eux qui gagnent.

Photos Frédéric BLANC - FO hebdo
D'autres sont sur le lien suivant :

<https://www.flickr.com/photos/force-ouvriere/albums/7215767736021383>

Unis, personnels médicaux, personnels non médicaux, organisations syndicales indépendantes des pouvoirs publics et des partis, nous allons aider notre classe à gagner, à sauver la Sécu, à sauver l'Hôpital Public, la Fonction Publique ses agents, comme les personnels



du secteur social et médico-social.

Camarades, élections ou pas, la défense de nos établissements et de nos emplois vaut bien une grève.

Nous sommes là aujourd'hui, nous serons là demain, nous ne lâcherons rien, cela vaut pour ce gouvernement comme pour le prochain quel qu'il soit.

Et s'ils refusent de répondre à nos revendications, nous appellerons dans tous les établissements les personnels à se réunir en assemblée générale pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction.

Vive les revendications ! Vive l'action commune ! Vive l'indépendance syndicale !





6 000 000 DE GARANTIES OCIRP

Prévenir, agir, soutenir.

Veuvage, orphelinage, handicap, perte d'autonomie,
face à ces situations, l'OCIRP protège
les salariés et leur famille, dans le cadre de leur entreprise,
par le versement d'un complément financier
et un accompagnement social dédié.

C'est une question d'avenir.

Les garanties OCIRP représentent une protection collective unique, financée par les entreprises et leurs salariés. Avec ses organismes de prévoyance membres, l'OCIRP, assureur à vocation sociale, à but non lucratif, a su gagner la confiance de plus d'un million d'entreprises et de leurs salariés. **Bientôt la vôtre ?**

► oclrp.fr



OCIRP

VEUVAGE • ORPHELINAGE • HANDICAP • PERTE D'AUTONOMIE



Développement

Protection sociale collective Nos spécialistes vous accompagnent

- Une offre complète en prévention, santé et prévoyance
- Écoute, conseils et accompagnement dans la mise en place ou la renégociation de votre couverture sociale complémentaire
- La force d'un leader national alliée à la proximité en région

photos: gettyimages - celtaphoto - cistock - 00717

Brigitte HUREAU
02 47 60 57 42
 brigitte.hureau@harmonie-mutuelle.fr
 protection-sociale-entreprise.fr



**Harmonie
mutuelle**
 En harmonie avec votre vie

Harmonie Mutuelle, 1^{re} mutuelle santé de France.



Harmonie Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Siren 538 518 473, numéro LEI 969500JLUSZH89G4TD57.
 Siège social : 143, rue Blomet - 75015 Paris.

II
 reste
 des
 stages
 sur
 2017

- | | |
|--|-------------------------------|
| ⇒ Négocier | Du 03 Mai 2017 au 05 Mai 2017 |
| ⇒ Découverte de FO et moyens d'action du syndicat | Du 11 Sep 2017 au 15 Sep 2017 |
| ⇒ Connaître ses droits 2 | Du 23 Oct 2017 au 27 Oct 2017 |
| ⇒ S'organiser | Du 13 Nov 2017 au 17 Nov 2017 |
| ⇒ Découvrir l'économie | Du 12 Déc 2017 au 14 Déc 2017 |

CREATION DE SYNDICATS/SECTIONS

PRECISIUM GROUPE

à Ste Geneviève des Bois
(FEC Section Commerce)

CONFORAMA SERVICE

À Igny (FEC Section Commerce)



RESULTATS D'ELECTIONS

WIDEX à Champlan (PHARMACIE)

DUP

1er Collège

Titulaires : FO : 1
Suppléants : FO : 1

2ème Collège

Titulaires : FO : 3



FRIGO TRANSPORTS 91

à Chilly Mazarin (Transports et Logistique)

CE

1er Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT/CGT : 3
Suppléants : FO : 1 – CFDT/CGT : 3

DP

1er Collège

Titulaires : FO : 2 – CFDT/CGT : 4
Suppléants : FO : 1 – CFDT/CGT : 5

DHL SERVICES LOGISTIQUES

à Villabé (Transports et Logistique)

CE

1er Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 1 – CGT : 3 – CFTC : 0

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 1 – CGT : 3 – CFTC : 0

2ème Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 1

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 1

DP

1er Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 1 – CGT : 2 – CFTC : 0

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 1 – CGT : 2 – CFTC : 0

2ème Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 1

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 1

STEF LOGISTIQUE BONDOUFLE (Transports)

CE

1er Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 2 – CGT : 3

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 3 – CGT : 2

2ème Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 0

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 0

DP

1er Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 2 – CGT : 3

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 2 – CGT : 3

2ème Collège

Titulaires : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 0

Suppléants : FO : 1 – CFDT : 0 – CGT : 0

ONDULYS TAILLEUR à Longjumeau (Bâtiment)

DUP

Collège Unique

Titulaires : FO : 2 – CFDT : 3

Suppléants : FO : 2 – CFDT : 3

FACULTE DES METIERS à Evry (Métaux)

CE

2ème Collège

Titulaires : FO : 1 – CGC : 1 – CGT : 1

Suppléants : FO : 1 – CGC : 1 – CGT : 1

3ème Collège

Titulaires : FO : 0 – CGC : 3 – CGT : 0

Suppléants : FO : 0 – CGC : 1 – CGT : 1

DP

2ème Collège

Titulaires : FO : 1 – CGC : 2 – CGT : 1

par vous, pour vous, comme vous !

Paritaire et mutualiste, notre Groupe, créé par les entreprises et les salariés, pour les entreprises et les salariés est gouverné par ses propres clients, c'est-à-dire vous. Ancrés dans le monde économique, comme vous, nous partageons vos enjeux, vos priorités et vos contraintes.

Nous vous accompagnons au travers de nos 4 activités : la santé, la prévoyance, l'épargne et la retraite. Partenaire naturel des entreprises, nous améliorons votre performance globale en contribuant au bien-être de vos collaborateurs.

Acteur engagé au sein de la société, nous avons consacré 15 millions d'euros en 2013 à la mise en oeuvre d'actions de solidarité et soutenons le développement économique local.

Nous sommes aujourd'hui le 5^{ème} groupe français de protection sociale, leader en Rhône-Alpes.

Votre contact :

Marie-Françoise PETIT
Chargée de Mission Relations Extérieures
Tél : 06 84 26 54 30
e-mail : marie-francoise.petit@apicil.com

www.apicil.com



Comme vous !